

Jean Hodebourg

Entretien réalisé par Michel Pottier et Christian Lascaux.

Jean Hodebourg est une figure marquante du syndicalisme dont l'activité s'est orientée très tôt vers l'amélioration des conditions de travail. C'est à ce titre qu'avec Christian Lascaux, nous lui avons demandé de nous accorder un entretien audio-visuel afin de mieux situer le mouvement pour l'amélioration des conditions de travail et la naissance de l'ergonomie pendant la longue période qui a débuté au lendemain de la seconde guerre mondiale. A travers de nombreuses anecdotes et sa propre activité militante au sein de la C.G.T., il nous fait prendre conscience de la difficulté à faire reconnaître les risques et maladies professionnels. Ce type de problème a déjà été évoqué au cours d'un entretien avec Jean Buet (bulletin de liaison 138 ; juin 2005) une autre personnalité syndicale venu à l'ergonomie. Pour Jean Hodebourg l'ergonomie s'inscrit dans le cadre plus large d'une action préventive contre les effets nocifs du travail sur la santé, contre les inégalités, face à la maladie et à la durée de vie en bonne santé. La progression vers ces objectifs ne peut être obtenue sans s'appuyer sur des bases scientifiques, supportées par les disciplines qui étudient l'homme au travail, telles la physiologie, la psychologie, la psychopathologie, la médecine, la sociologie et surtout les enjeux économiques. Le développement des connaissances dans ce domaine de recherche est le nécessaire soutien à l'action revendicative pour l'amélioration des conditions de travail. Réciproquement, l'observation des activités de travail en relation avec leurs effets délétères sur la santé représentent un apport qui contribue à l'enrichissement des connaissances. Cette logique de raisonnement est celle de Jean Hodebourg. À cet égard, on peut regretter qu'il n'ait pas exercé la profession d'ergonome mais, par la fidélité à son engagement syndical, a fait progresser l'amélioration des conditions de travail tout en favorisant la démarche des chercheurs scientifiques.

Michel Pottier et Annie Drouin

MP : *Quelle est ton année de naissance, dans quelle région, dans quel milieu social ?*

JH : Je suis né en Seine-et-Marne à Héricy-sur-Seine, de descendance bretonne, les Hodebourg sont de Combourg. Mon grand-père était cheminot, mon père a fait l'école des cheminots, c'était un syndicaliste d'avant la guerre 14-18 dans la métallurgie, donc j'ai des racines de ce côté-là.

J'ai commencé à travailler après la guerre, en 1948, comme électromécanicien. J'avais un CAP comme niveau de formation. Je suis devenu ouvrier métallurgiste à Champagne-sur-Seine dans l'entreprise Schneider Westinghouse devenue Jeumont-Schneider.

MP : *Pourquoi ne pas être entré comme ton père à la SNCF ?*

JH : Parce qu'on était en Seine-et-Marne avec l'attrait d'une grande usine à 8 kilomètres de chez moi. J'avais un engagement politique à l'Union de la Jeunesse Communiste d'alors. C'était un mouvement plus large que la jeunesse communiste, issu de la résistance, l'Union de la Jeunesse Républicaine de France. À l'époque les jeunes travailleurs étaient les plus nombreux

dans cette organisation, d'où ma motivation pour entrer dans une grande usine, en espérant pouvoir être actif dans la lutte sociale et politique.

MP : Comment es-tu devenu responsable syndical sans vous couper de la réalité des entreprises ?

Mon entrée dans l'activité professionnelle m'a conduit assez rapidement vers des problèmes de conditions de travail dans mon atelier, où l'on fabriquait des redresseurs de courant à vapeur de mercure pour la sidérurgie et les locomotives. Toutes les conditions étaient réunies pour « bien respirer » ! Un bac de trichloréthylène de 3000 litres chauffés au milieu de l'atelier dont les vapeurs se mêlaient à l'amiante, avec les fumées de soudage à l'argon, les brouillards de la peinture, le tout dans le même petit atelier où nous étions 25 à 30.

C'est là où pour la première fois j'ai pris conscience, du problème idéologique du tabagisme, bien que non-fumeur. L'ingénieur sécurité était venu dire : il faut interdire de fumer dans cet atelier parce que les vapeurs de gaz de trichloréthylène produisent, sur une source de chaleur, du phosgène qui était le gaz asphyxiant de la guerre 14-18. Alors « moi quand je soude avec mon chalumeau, ça produit le même effet ? », « Ben oui », « Puis là-bas il y a des fours à 400° ? », « Ah, ben oui ». « Par conséquent, quand ce bac sera enfermé dans un local avec une aspiration, on pourra afficher : interdit de fumer dans ce local à cause du risque de phosgène ». Ce fut réalisé.

J'ai une autre anecdote. Une ouvrière qui venait de l'Assistance Publique, nettoyait au trichloréthylène les tubes de verre qui étaient soudés avec du dilverre, justement sur la partie isolation des redresseurs de courant. Son mari était alcoolique, mais elle refusait de boire quand il y avait de petites fêtes. Pourtant, on la voyait sortir de l'atelier tous les soirs en titubant. J'ai toujours cru qu'elle était victime d'un alcoolisme caché. Quand j'ai étudié l'ergonomie, je découvre que c'était sans doute le fait de dégraisser des tubes de verre toute la journée qui lui provoquait des troubles de l'équilibre et peut-être une cirrhose du foie. C'était dans les années 50-55.

Je suis devenu délégué du personnel, secrétaire du syndicat, puis responsable au niveau départemental de la métallurgie. En 1961, la direction nationale de la Fédération de la métallurgie CGT a beaucoup insisté pour que je vienne m'occuper des problèmes d'organisation au siège à Paris. J'ai hésité pour finalement accepté de venir habiter dans la région parisienne et donc de m'engager dans le statut de permanent syndical, que certains qualifient « d'apparatchik ». J'ai toujours continué d'aller au moins une fois par semaine voire plusieurs jours dans les entreprises pour assumer mes responsabilités nationales. Même retraité, je m'y astreins ; d'ailleurs mardi prochain je vais à la SNECMA de Gennevilliers. Je crois que si on coupe le lien direct avec l'entreprise, on peut devenir un apparatchik. Cet engagement fait qu'à 77 ans je suis toujours actif et j'ai toujours un mandat syndical de la CGT au Conseil Supérieur de Prévention des Risques Professionnels et à la commission de reconnaissance des maladies professionnelles. Mais je crois que la plupart des syndicalistes sont dans le même cas, surtout au niveau national. Il y a une espèce de règle générale à la direction de la Fédération des métaux : passer plutôt vers la province, 2 ou 3 jours suivant les périodes, parfois une semaine pour les stages, puis une semaine plutôt dans la région parisienne et conserver une autre semaine pour l'activité de réflexion sur l'orientation nationale en fonction de nos responsabilités.

CL : Est-ce que déjà dans les entreprises on commençait à parler des conditions de travail ? Est-ce que les syndicalistes cégétistes par exemple s'en préoccupaient ?

JH : Dans les Comités d'Hygiène et Sécurité (CHS), car les Comités d'Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) n'étaient pas encore officialisés, on exerçait une activité sur les conditions de travail.

J'ai fait une heure d'information syndicale devant 500 gars à l'Arsenal de Brest sur les conditions de travail, il y a 5-6 ans. Je dis : « maintenant on va faire un test. Levez la main les ouvriers de l'Arsenal à qui il manque un doigt suite à un accident du travail ». Trois mains se sont levées. Pour moi c'est assez symbolique de l'action syndicale passée contre les dangers des machines. Quand j'étais jeune ouvrier, on me disait « c'est le métier qui rentre, tu n'as pas des mains d'ouvrier » ; c'était l'acceptation de la fatalité « aux presses, il y a toujours eu des mains coupées et il y en aura toujours ».

Aujourd'hui on a conçu des presses où les accidents sont plus rares, malheureusement souvent très graves, parce que c'est quand les grosses presses de l'automobile sont en dépannage que ça écrase des bonhommes. Mais en gros les ouvriers ont leurs dix doigts. Je crois que les femmes entrant dans la métallurgie ont joué un rôle. Il y en avait beaucoup sur les presses, et elles montraient une plus grande sensibilité à garder leurs dix doigts et de beaux ongles. Cela fait partie historiquement de l'action pour l'amélioration des conditions de travail par la prévention.

Ambroise Croizat, le Secrétaire général de la Fédération des métaux a été Député et Ministre communiste du travail. Il a mis en place en 1945 la Sécurité Sociale avec la prévention comme base de conception, c'était révolutionnaire pour l'époque, puisque ce n'était plus seulement réparer la maladie mais la prévenir.

Il exprimait fortement un thème qui a marqué : « Prévention, priorité des priorités ». Il a conçu la Médecine du Travail et les Comités d'Hygiène et Sécurité et les nouveaux services de contrôle de la prévention

La prévention à l'époque concernait surtout les accidents du travail mais déjà les maladies professionnelles. J'ai toujours connu à la Fédération des métaux des responsables à l'amélioration des conditions de travail, on disait à l'hygiène et sécurité et des stages de formation spécifiques étaient organisés.

CL : *Si l'amélioration des conditions de travail s'est affirmée à cette époque-là, à partir de quand le mot ergonomie est-il intervenu dans le langage syndical ?*

JH : Après 1968 surtout entre 72 et 78, toute une réflexion s'est développée dans la CGT et à la Fédération des métaux en particulier. Le secrétaire général adjoint Lucien Chavrot, qui a beaucoup écrit, est passé à la Confédération avec Krasucki qui animait l'activité politique revendicative, et était très sensible à ces questions.

Pendant la période de 68 et après, ce sont produites les révoltes d'OS, les grèves chez Moulinex et notamment les grèves des OS du Mans contre le taylorisme, le travail répétitif. Dans le cadre de ce mouvement revendicatif, s'est développée une meilleure prise en charge par la CGT de ces questions et le terme « amélioration des conditions de travail » est entrée en usage et a précisé l'action contre les « cadences infernales » des années 50.

L'histoire telle que je l'ai entendue raconter par Lucien Chavrot et même par Wisner, est que Krasucki au moment des négociations sur les conditions de travail des années 70, avait rencontré le professeur Wisner, pour intégrer ses connaissances dans l'action revendicative. Lucien Chavrot, l'un de mes maîtres à penser, a beaucoup écrit sur cette question-là dont un article de 1977 pour l'école des mines que j'ai retrouvé ; il est assez remarquable sur ces questions.

L'activité de formation comportait des stages dans les instituts du travail, à l'université notamment à Sceaux et à Grenoble sur le thème « Amélioration des conditions de travail », car on ne disait pas encore Santé et Travail. Gérard de Bernis, professeur d'économie, a beaucoup

contribué à cette activité. En 1978, il a participé au premier colloque organisé par la CGT dont le thème était « La santé, c'est la vie », titre tout à fait symbolique ; c'est lui qui avait agi en coulisses pour montrer l'importance de ces questions en partant de l'idée que l'état sanitaire des salariés est un élément déterminant de l'économie.

Ce qui est fondamental pour moi, que je redéveloppe dans un livre « Le travail c'est la santé ? ». En combattant le capitalisme pour un autre type de société, sur une base marxiste, je m'intéresse à l'état de la force de travail et donc à la santé des travailleurs. C'est l'un des points durs que je continue à défendre dans les polémiques, y compris avec certains économistes marxistes qui s'intéressent aux mouvements financiers mais en sous-estimant l'importance du travail humain. Pour parler comme Marx dans le Capital, ils s'intéressent bien au capital constant du mouvement financier mais sans porter assez d'intérêt à la richesse que produit l'humain, le capital variable. Il y a là une base théorique que j'ai acquise dans cette période avec de Bernis et Rolande Borrelly dans les stages de la CGT.

CL : Peut-être est-ce grâce à des gens comme toi à la CGT qu'a été développée l'idée qu'il fallait mettre les conditions de travail au même titre de priorité que d'autres revendications ?

JH : Justement, cette action s'est située au sein d'une activité plus générale, notamment cette bataille théorique sur intensité-productivité ce qui m'amène à parler de la santé mentale.

Dans les années 50, le docteur Le Guillant mettait en avant les problèmes de psychologie du travail notamment chez les téléphonistes, les standardistes. J'ai beaucoup participé à des journées d'études sur le travail des OS. La particularité de la CFDT est d'avoir eu dans ses rangs un Wisner avec des chercheurs qui poussent alors que Le Guillant est resté un peu seul à l'époque.

CL : Comment s'est formé ton intérêt pour les conditions de travail et qu'est-ce qui t'as amené à aller voir Wisner ?

JH : Avant 1981, pour l'activité de formation des CHS, je me rends compte qu'il faut une base scientifique. C'est pourquoi, avec le secrétariat de la Fédération des métaux nous rencontrons Wisner, ainsi que Duraffourg et Guérin, qui étaient militants de la CGT. Ils participent à des journées d'étude avec les militants.

J'ai été en formation, je vais dans les colloques d'ergonomes au CNAM, dans les congrès des médecins du travail, en épidémiologie. Je polémiquais avec les chercheurs en m'inspirant du conseil de Wisner, en posant des questions impertinentes pour pousser les chercheurs « transformez vos certitudes en question » ; ce que j'ai beaucoup fait pour les cancers professionnels.

La grande étape c'est 81, l'évolution du Code du Travail baptisé lois Auroux et la mise en place des CHSCT. Jacqueline Fraysse a défendu la loi sur les CHSCT. Krasucki à l'époque a qualifié cette avancée comme plus importante fondamentalement que celle de 1936.

Les CHSCT, avec des moyens nouveaux de former, ont mené une activité très intéressante, avec l'appel aux conseils d'experts qui accèdent aux situations de travail. Quelques CHSCT l'utilisent systématiquement. Mais il y a une sous-utilisation des outils locaux pour l'amélioration des conditions de travail alors que depuis 81, année après année, ils se sont renforcés, y compris dans la dernière période avec la loi sur le harcèlement et l'obligation pour l'employeur de résultat en ce concerne la santé.

CL : En ce qui concerne le rapprochement avec l'équipe de Wisner, comment cela s'est-il passé ? Est-ce que vous vous compreniez ? Et ça débouche sur quoi ?

JH : On se comprend parfaitement dès le départ, lui est heureux de voir des militants de la CGT arriver et venir dans les journées nationales d'études et de formation parce que jusque-là, il était seulement invité dans celles de la CFDT. Par la suite ses collaborateurs interviennent : Antoine Laville, Catherine Teiger. Les activités communes sont nombreuses et ils viennent former toujours plus nos formateurs. Dans le même temps, d'autres activités se développent avec Pézerat, les toxicologues sur les maladies professionnelles et les cancers professionnels. On déborde même l'ergonomie, et par l'épidémiologie on dénombre la surmortalité ouvrière dans les usines. Mais il faut aller plus loin, et plusieurs militants, qui décident leur reconversion viennent se former au laboratoire de Wisner dont certains font toujours carrière. La plus belle réussite c'est celle de Gérard Le Joliff, devenu professeur associé en ergonomie à l'université.

CL : *Au début viennent-ils pour changer de carrière ou bien pour devenir expert dans le cadre du syndicat ?*

JH : Après 1982 à partir du moment où se créent les CHSCT, on fait appel aux experts conseil, (je ne dis pas expertise). Il s'agit d'un expert conseil des CHSCT. Certains continuent, dont c'est la motivation. Il en reste bien une douzaine.

CL : *Au départ, y a-t-il une structure interne qui est mise sur pied ?*

JH : Dans cette période on met en place une structure pour essayer de réfléchir sur la façon de se doter des moyens de recherche en cherchant des subventions avec une grosse difficulté pour entrer dans les entreprises. C'est la période avec Didier Lochouarn qui est ergonomiste avec un diplôme d'ingénieur.

C'est le moment aussi où on met en évidence la surmortalité par cancer du poumon des soudeurs de la navale et des fonderies avec les épidémiologistes, notamment le professeur Goldberg, qui prétendait rentrer dans les usines. On leur a dit « vous ne rentrerez pas plus que nous ne sommes rentrés » et ils ne sont jamais rentrés avant 81.

À mes copains de la réparation navale du Havre, ils disaient « on a besoin de l'épidémiologie basées sur des données mathématiques ». Propos auxquels on rétorquait « tu ne peux pas parler de la surmortalité des cancers du poumon des soudeurs de la construction navale si tu n'es pas descendu dans un navire en réparation ». Quand ils ont vu ce que c'est de souder en réparation navale, ils ont mieux compris que pour mourir de cancer, les gars n'avaient pas besoin d'être fumeurs.

On apprend après 81, à travailler avec des ergonomes, avec des psychologues et des épidémiologistes. Avec Christophe Dejours, Bernard Muldworf, Bernard Doray j'ai organisé un petit stage où on s'est rendu compte qu'on avait besoin de former nos militants ouvriers. C'est Wisner qui s'est battu pour qu'au CNAM un permanent syndical puisse avoir une équivalence.

CL : *N'as-tu pas essayé de suivre une formation à plein temps pendant une année ?*

JH : Je n'ai pas passé les unités de valeur, mais après je suis venu suivre les enseignements à la carte. J'avais trop de charges syndicales et je n'ai pas passé les unités de valeur. Je le regrette peut-être un peu.

Ensuite la CGT va développer EMERGENCE, où il y a des ergonomes, et nous avons mis en place ERETRA qui prend complètement son autonomie pour être agréée par le Ministère. Pour moi, le virage l'évolution, l'épanouissement de l'entrée des ergonomes dans l'activité syndicale ce sont les conquêtes de 1981, par la loi sur les CHSCT. C'est notamment l'appel aux conseils d'experts, qui leur donne les moyens de rentrer dans les entreprises et d'être libres de leurs rapports bien que payer par les employeurs.

MP : *As-tu travaillé avec EMERGENCE ?*

JH : Oui, dans la métallurgie, mais on a tenu à conserver une certaine autonomie. Nous avons travaillé avec eux ; les ergonomes passant de l'un à l'autre soit chez nous, soit chez eux. EMERGENCE, officiellement, est une association, associée à la CGT dans son conseil d'administration.

MP : *Est-ce que la formation du médecin généraliste, avant sa spécialisation en médecine du travail, n'empêche pas de voir l'aspect préventif et est-ce que ce n'est pas là l'une des racines des difficultés à développer l'ergonomie et pas seulement dans le milieu syndical ?*

JH : Bien qu'il y ait des changements dans quelques secteurs, il persiste une insuffisance de formation des médecins du travail, qu'on forme à repérer les maladies et très peu à la prévention des risques professionnels, donc à l'ergonomie.

Il existe le rapport du médecin du travail à partir de 1956. Certains commencent à parler de la fatigue nerveuse.

Mais il est vrai que les syndicalistes n'ont pas toujours su utiliser ces documents et la coopération CHSCT/médecins du travail pour développer l'activité de médecine du travail. Il faut être sacrément courageux pour travailler dans une grande boîte de la métallurgie où certains démissionnent. Souvent, pour les syndicalistes, il est plus facile de taper sur le médecin du travail que sur le DRH. On va jusqu'à accuser les médecins du travail de licencier les gars inaptes. Effectivement, il y a des pressions patronales car maintenant on les invite au comité de direction, ce qui est complètement illégal.

Les syndicalistes ne savent pas se servir du rapport annuel des médecins du travail, comme il y a sous-estimation des experts conseils. Effectivement, on a des outils qu'on a du mal à maîtriser ; c'est, sans doute, l'enjeu économique qui domine même dans les têtes des syndicalistes.

Par ailleurs, en ce qui concerne la formation des militants syndicaux, il faudrait faire plus. Même là on n'est pas au niveau des potentialités. Le stage CHSCT, tous les quatre ans, est peu développé. Il y a une sous-utilisation des acquis du Code du travail.

MP : *Qu'en est-il en ce qui concerne les maladies professionnelles...*

JH : Henri Pézerat, directeur de recherche au CNRS, le Monsieur amiante à Jussieu, est venu nous voir en disant « l'amiante il y en a aussi dans les usines ». On a commencé à faire des journées d'études qui remontent à 1978, sur les fumées de soudage, les cancers, sans bien connaître les données de l'INSERM, seulement des données générales, surtout par maladie.

Donc, c'est une grande campagne qu'on a menée sur les cancers professionnels. À l'époque, l'INRS a réalisé une étude sur les fumées de soudage où elle a démontré qu'après 20 ans d'exposition il y a trois fois plus de cancers du poumon chez les ouvriers soudeurs. Mais ce qu'on n'a pas vu c'est l'existence d'un comité scientifique où le CNPF était entré réussissant à transformer cette étude positive en étude négative. En effet, notre demande portait sur les soudeurs de l'inox, sujet sur lequel j'avais participé à un colloque à Helsinki, riche en connaissances.

Le rapport de l'INRS conclut : les ouvriers soudeurs de l'acier doux meurent autant que les soudeurs d'inox ; donc il n'y a pas de surmortalité pour ces derniers. Bien que les deux meurent trois fois plus que la population témoin, l'INRS l'a présentée comme une étude qui ne démontrait rien sous la pression du comité scientifique en l'imposant aux chercheurs dont le docteur Moulin, un gars très scientifique, autonome, mais qui ne pouvait rien faire contre la censure de sa direction.

MP : *Pourquoi n'y-a-il pas eu de procès de l'amiante ?*

JH : La question de l'amiante est partie d'une discussion à l'ALERTE où on a dit « est-ce qu'on peut aller jusqu'à demander l'interdiction de l'amiante ? » Annie Thébaud, Pézerat et moi avec

quelques militants de la CGT, nous avons dit oui et nous avons posé la question au service confédéral de politique revendicative. Nous avons obtenu le feu vert de la Confédération. La formulation « Air contaminé par l'amiante » a plu aux journalistes, parce qu'on était à l'époque du sang contaminé et la presse a sorti le dossier amiante.

MP : *Dans un domaine différent, t'es-tu intéressé aux travaux de Christophe Dejours. Pourquoi ?*

JH : Le problème de la santé mentale est toujours rapporté à l'intensification de la fatigue. Ma jeunesse a été bercée par les travaux de Le Guillant sur la fatigue nerveuse des téléphonistes, des mécanographes et des conducteurs d'engins qui faisaient du bruit. Il y en avait plein la presse, dans l'Humanité et la Vie Ouvrière. Avec Bernis on s'occupe de la fatigue, on parle de la tension nerveuse. On ne parle pas encore de stress. Toute l'histoire de la fédération est émaillée du terme fatigue nerveuse et de tension nerveuse.

Je rencontre Dejours au moment où il travaille avec Wisner, il n'a pas encore été nommé au laboratoire de psychologie du travail. Comme on le fait venir dans nos journées d'études, il passionne tout le monde et on s'intéresse un peu plus au problème.

À propos des suicides, on lui a donné des cas précis et il a apprécié notre apport sur les problèmes de santé mentale dans les entreprises.

Nous avons beaucoup collaboré avec le psychiatre Bernard Doray, l'un des rares psy qui s'intéresse au travail.

CL : *Quand as-tu publié « Le travail c'est la santé ? » ?*

JH : J'ai écrit la première version en 1994, tiré à plus de 10.000 exemplaires, avec un petit complément en 1997. Au début Dejours me chambrait toujours « comment faites-vous pour vendre plus de bouquins que mon premier livre Travail et santé mentale ? ».

MP : *Les travaux sur les standardistes dont tu as parlé sont anciens. Ne datent-ils pas de 1950-55 ?*

JH : La secrétaire générale de la Fédération des Postes, Maryse Dumas a retrouvé aussi tous les écrits de sa jeunesse sur les standardistes. C'est Jean-Loup Moineau et Bernard Doray qui ont réédité, plus ou moins à leurs frais, les œuvres complètes de Le Guillant. Son premier travail il l'avait fait sur les bonnes bretonnes, esclaves d'hier ; elles avaient un jour de repos et logeaient dans des chambres au 6^e étage. Après la guerre, il a rédigé un premier rapport puis il a travaillé sur les conducteurs de locomotives et les standardistes.

Dans les années 50, à la CGT, on parlait beaucoup des problèmes de fatigue nerveuse, de tension nerveuse, expression qui est meilleure que celle de stress, que j'ai traduit par : Situation de Travail Rapide Enervante Supprimant le Sourire. Au lieu de rapide on pourrait dire répétitif. Je ne l'ai pas inventé, mais ce sont des stagiaires qui m'ont fourni cette formule qui donne un petit succès de tribune.

Nous avons été d'un apport certain sur les suicides dans l'automobile pour qu'ils soient déclarés en accidents du travail prenant conscience que ce n'était pas un phénomène isolé mais bien un phénomène social massif.

Et c'est là où Dejours nous a aidés en étudiant les cas que nous avons fourni et en cernant les limites à ne pas dépasser. Il pensait qu'à partir du moment où on donnait une perspective de prise en compte sociale et de lutte, même pour les suicides, on montrait qu'à l'inverse des patrons, ce n'est pas un phénomène isolé mais social. Ceux qui déprimaient avec des idées suicidaires pouvaient en prendre conscience et ainsi empêcher les suicides en en parlant. Mais

ce n'est pas facile pour les syndicalistes de l'écrire, parce qu'immédiatement des tracts patronaux sont diffusés « la CGT utilise tout et il est monstrueux d'utiliser les suicides. Le suicide est un acte individuel, la CGT ne respecte rien, et même pas la douleur des familles ». Ce déchaînement s'exprime à un conseil d'administration chez Renault contre un de nos délégués parce qu'il dénonce cinq suicides dans l'année ; ils réclament une suspension de séance et menacent d'arrêter la réunion.

MP : *Dejours ne parle-t-il pas dans « Travail et Santé mentale » de souffrance, de harcèlement ?*

JH : Le harcèlement est du même ordre. Hirrigoyen, une psychanalyste a fait un premier ouvrage sur le harcèlement moral à 300.000 exemplaires. Elle dit que les victimes peuvent en faire un acte de révolte contre la persécution, les pervers, etc.

Les médecins du travail racontent des anecdotes incroyables. Ils reçoivent des gens dans leur bureau avec le bouquin d'Hirrigoyen « Docteur, voilà, c'est mon histoire, ça c'est mon entreprise ».

MP: *As-tu travaillé un peu avec Yves Clot ?*

JH : Beaucoup. Avant même qu'il soit au laboratoire du CNAM. Il était psychologue, plutôt psychologue de l'enfance, mais il s'est toujours intéressé au travail. C'est l'équipe Doray, Schwartz, dont l'avancée significative se situe à l'époque où Yves Schwartz a fait de l'ergonomie et qu'il a sorti son bouquin avec Clot.

Je l'ai dit en public devant 500 personnes dans un débat « Souffrance au travail », au Mans, où Yves Clot a fait une intervention devant une salle d'ouvriers, d'OS de la production. J'ai dit aux gars « vous avez compris tout ce que vient de vous dire ce grand professeur ? Pour moi c'est un grand bonhomme. Tout ce qu'il dit je le comprends mais vous aussi ». Il en était de même avec Wisner et Antoine Laville.

Au début, nous avons travaillé avec Guérin et Duraffourg, qui venaient quasiment seuls dans les journées d'études. Dans la CGT, il y a maintenant un groupe de recherche santé-travail où se trouvent des syndicalistes et toute une équipe de chercheurs qui travaillent sur le harcèlement et sur de nombreux autres sujets.

Deux groupes de travail ont été créés dans la Confédération : un groupe santé-travail politique revendicative, animé par Serge Dufour et un groupe de recherche à l'ISERES, l'Institut de recherche de la CGT, qui était animé par Serge Dufour et Serge Volkoff. Paradoxalement, depuis très longtemps on n'avait rien demandé à Volkoff, alors qu'il intervenait avec Antoine Laville et avec Catherine Teiger à la CFDT.

CL : *À partir de ces groupes de recherche dont tu parles, est-ce qu'il y a justement des écoles, ou une école syndicale sur les conditions de travail ?*

JH : Oui, il y a énormément de journées d'études avec des comptes rendus, en relation avec ces groupes de recherche. Volkoff est intervenu bien souvent dans la formation des CHSCT mais pour la formation générale ce n'est pas suffisant ce que nous réalisons.

Le groupe de recherche intégré dans le secteur « politique revendicative » animé par Serge Dufour, est repris dans l'orientation confédérale. Des articles sont publiés dans la VO (la Vie Ouvrière). La nouvelle formule a énormément traité de tous les sujets touchant les conditions de travail.

Dans Le Peuple, journal officiel des militants CGT, on trouve des numéros spéciaux consacrés aux conditions de travail.

L'institut ISERES quand il travaille à la préparation d'un colloque, avec des syndicalistes et des chercheurs, est étonné du nombre de chercheurs et parmi les plus grands qui sollicitent leur participation au réseau santé-travail.

MP : *Quels ont été tes rapports avec la SELF ? Ce qui t'a frappé, ce qui t'a plu, ce qui t'a déplu ?*

JH : En 78-79, j'ai commencé à suivre les congrès d'ergonomie. J'étais souvent un des seuls syndicalistes et je continue de l'être la plupart du temps. J'ai beaucoup appris à rencontrer les chercheurs les plus intéressants, à les inviter, par cet apport réciproque qui a débouché sur le groupe de recherche ISERES. Pour moi cette donnée est positive.

J'ai appris à connaître le style de Wisner. Quand il descendait dans un congrès d'ergonomie, ça tapait fort. C'est lui qui m'a dit « vos certitudes, transformez-les en questions, vous verrez que vous gênez bien plus votre interlocuteur. ». Si je pose « voilà c'est une question », il y aura toujours un chercheur qui va dire « je ne suis pas d'accord avec monsieur Hodebourg, mais... » et il avancera un pion qu'il n'aurait pas bougé autrement. Donc je n'ai pas peur dans les sociétés savantes de dire, en prenant des faits concrets d'entreprises « nous on constate les faits sans comprendre pourquoi, si je compte les morts, je trouve qu'il y a beaucoup d'ouvriers... Qu'en pensez-vous ? Est-ce seulement le tabac ? ».

MP : *Tu parlais tout à l'heure des recherches ergonomiques, des communications à la SELF, aux congrès de médecine du travail. As-tu été le témoin d'applications ergonomiques réussies ou non réussies qui t'ont marqué ?*

JH : Je citerai une des plus belles réussites, comme pour celle de l'amiante, celle de Jean Buet, ergonomiste à RVI (Renault Véhicules Industriels), sur la conception du montage du toit des autobus de luxe qui ont été financés par l'ANACT et où nos militants des CHSCT de RVI avaient réussi à intervenir.

Jean Buet est un des ergonomes, ancien permanent CFDT formé par Wisner, réintégré chez RVI, où il a exercé la fonction d'ergonome. Après lui, il y en a eu bien d'autres modifications des conditions de travail, mais très souvent elles ont été récupérées par l'intensification des charges de travail. Il est vrai que dans l'action quotidienne qu'on a pu mener sur les postures clavier-écran, l'importance des plateaux et de l'éclairage, on a montré que ce n'était pas seulement une question de vision mais de fatigue nerveuse et d'organisation du travail.

MP : *RVI a dû être une réussite confirmée trois fois, par Buet justement, par Vandewyver et par toi-même. Comment avez-vous fait connaître les réalisations ergonomiques dans l'industrie ?*

JH : Celle de RVI avait été très médiatisée parce que tu imagines les gars au montage, comme chez Volvo, c'est-à-dire dans le haut de gamme, il est plus facile d'intégrer des données ergonomiques que quand on est chez Moulinex.

Je me rappelle d'une journée d'études, à Angers avec Krasucki, pour un numéro spécial de la Vie Ouvrière du 1er mai 78. On avait fait une table ronde avec les OS de la Bull qui fabriquaient les ordinateurs et les OS de Thomson qui fabriquaient les postes de télévision. On a fait parler les OS sur l'expression, « parlez-nous de votre travail ». Les filles de chez Bull, après avoir entendues celles de Thomson, disaient « nous on n'a rien à dire ». En effet, bien que ce soit exactement la même opération de soudage, de montage, pour fabriquer des ordinateurs de qualité, ce n'était pas la même cadence « on a le temps d'aller pisser, on peut aller boire un café, il y a des plantes vertes alors que dans l'autre entreprise ce sont les cadences, l'activité intense qui comptent ».

MP : *Parmi les tâches que j'ai observées à la Régie Renault à la fin des années 50 une partie d'entre elles est en sous-traitance. Quelles sont les conditions de travail dans les entreprises de sous-traitance ?*

JH : C'est pire. Par exemple les sièges de voitures, hier fabriqués dans les usines, les postes les plus durs sont complètement sous-traités. Il y a une surexploitation des sous-traitants puisque maintenant avec l'ordinateur tu peux commander ta voiture avec les couleurs de sièges.

Les sous-traitants des sièges, par exemple le siège gris 507 qui revient de temps en temps, ils en font trois d'avance et les placent dans un camion sur le parking de l'usine. Quand la commande arrive, ils peuvent alimenter la chaîne. C'est le flux tendu, zéro stock. D'ailleurs, c'est la cause des délais quand tu commandes chez le fournisseur et qu'il n'y a plus de stock nulle part. C'est la même chose pour l'intégration des contrôleurs au travail de presse, qui interviennent pour que la presse ne tombe pas en panne. C'est l'intensification qui casse tout.

La situation s'est aggravée comme le montrent toutes les statistiques et les données de l'équipe de Serge Volkoff. C'est la bataille la plus difficile, celle de la sous-traitance et de l'intérim, parce que les postes les plus durs sont donnés à des jeunes intérimaires qui sont remerciés s'ils ont mal au dos, par exemple.

MP : *Es-tu intervenu dans les congrès de la SELF ?*

JH : Je me rappelle d'un congrès où j'avais fait une communication ; je crois que c'était à Genève, justement après 1982. Le thème de cette intervention considérait que l'appel au conseil d'expert de 1981, était une étape nouvelle d'évolution de l'ergonomie. Cette communication avait provoqué une polémique « c'est utopique ».

En général, j'y ai beaucoup appris par des données, des études, et établi des contacts qui m'ont servi par la suite à développer notre formation à la CGT, dans les journées d'études, dans les CHSCT, parce qu'on fait quand même bon an mal an beaucoup de journées d'études par région.

Depuis que j'ai écrit mon ouvrage je passe mon temps à faire des débats avec les CHSCT et des conférences de presse. La quatrième édition est de 1997, et la première de 1994. Je l'ai complétée et un peu mise à jour avec un chapitre amiante tabac stress, au sous-titre provocateur.

Entretien audiovisuel, avril 2002, Michel Pottier, Christian Lascaux.